La voix de l'Église doit être prophétique

ALLOCUTION

Du métropolite Hilarion de Volokolamsk,

Président du Département des relations ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou

A l'Assemblée générale du Conseil œcuménique des églises

(Pusan, République coréenne, 1 novembre 2013)

Saintetés et Béatitudes,

Éminences révérendissimes, Éminences,

Chers pères, frères et sœurs,

Honorables délégués de l'Assemblée !

L'histoire du Conseil œcuménique des églises est longue et riche. Créé après la Seconde guerre mondiale, le Conseil répondait aux attentes des chrétiens de différentes confessions, aspirant à se rencontrer, à se connaître les uns les autres et à agir ensemble. Durant les 65 ans qui se sont écoulés depuis la création du CŒE, plusieurs générations de chrétiens appartenant à des communautés religieuses auparavant étrangères les unes aux autres ont découvert la foi et la vie de leurs frères et sœurs en Christ. De nombreux préjugés sur les autres traditions chrétiennes ont été dépassés. En même temps, les chrétiens ont pris beaucoup plus clairement et plus profondément conscience de ce qui les sépare. Le plus grand succès du Conseil est l'évènement même de la rencontre, d'un échange

interchrétien bienveillant, dans le respect mutuel, ne supposant aucun compromis dans le domaine de la théologie et de la morale, permettant à chacun de rester soi-même, de témoigner de sa foi tout en grandissant dans l'amour mutuel.

Le Conseil œcuménique des églises reste aujourd'hui encore un instrument de collaboration interchrétienne unique au monde et sans analogue. La question de l'efficacité de cet instrument se pose néanmoins. Car force est de constater que, malgré tous les efforts entrepris pour rapprocher les chrétiens de différentes confessions, non seulement les divisions héritées du passé ne disparaissent pas du christianisme mondial, mais de nouvelles apparaissent. De nombreuses communautés chrétiennes continuent à se scinder, tandis que le nombre de communautés à se réunir est extrêmement insignifiant.

Le CŒE est aujourd'hui confronté à différents problèmes, parmi lesquels un problème financier. On l'explique habituellement par la crise économique. Je me permettrais d'exprimer mon désaccord avec cette opinion. L'expérience d'autres organisations internationales d'utilité publique, et donc demandées, montre qu'on trouve le plus souvent des fonds à bonne fin. Il ne s'agit donc pas seulement de la crise économique, mais également de l'actualité et de l'intérêt du CŒE pour la communauté mondiale des nations, dont une grande partie, et parfois la majorité, des citoyens sont chrétiens.

La création du CŒE a correspondu à une aspiration à trouver une réponse aux défis de l'après-guerre. Depuis, le monde a fortement changé, et les chrétiens du monde entier sont aujourd'hui confrontés à des défis nouveaux. De notre capacité à répondre ensemble à ces défis dépendra l'actualité de notre organisation dans l'avenir. La situation actuelle exige de nous des actions plus décisives, plus de cohésion, plus de dynamisme. Mais elle exige aussi une certaine réorientation des principaux axes de notre travail, un changement des priorités dans les discussions et les actions. Tandis que nous continuons à discuter de nos différences dans l'atmosphère confortable de nos conférences et de nos dialogues théologiques, une question se pose avec toujours plus d'acuité : la civilisation chrétienne survivra-t-elle seulement ?

Dans mon allocution, j'aimerais m'arrêter aux deux principaux défis auxquels est confronté l'ensemble du monde chrétien, dans une plus ou moins grande mesure. Le premier, c'est le sécularisme militant, qui prend de l'ampleur dans les pays dit « développés », avant tout en Europe et en Amérique. Le second, c'est l'islamisme radical, qui menace l'existence même du christianisme dans un certain nombre de régions du monde, principalement au Proche Orient, mais aussi dans divers pays d'Asie et d'Afrique.

Le sécularisme militant a déjà une longue histoire en Europe, qui remonte à l'époque de la révolution française. Mais c'est seulement au XX siècle, dans les pays du bloc dit socialiste, que l'athéisme a été

élevé au rang d'idéologie d'état. Quant aux pays dits capitalistes, ils ont conservé dans une large mesure les traditions chrétiennes dont ils tiraient leur identité culturelle et morale.

Aujourd'hui, ces deux mondes semblent avoir échangé leurs rôles. Dans un certain nombre de pays de l'ancienne Union Soviétique, plus particulièrement en Russie, en Ukraine, en Biélorussie et en Moldavie, nous assistons à une renaissance religieuse d'une ampleur sans précédent. Dans l'Eglise orthodoxe russe, ces 25 dernières années, plus de 25000 églises ont été bâties restaurées. Ce qui fait 1000 églises ouvertes par an, soit 3 par jour. Plus de 50 établissements d'enseignement de théologie ont été fondés, ainsi qu'environ 800 monastères, chacun d'entre eux faisant le plein de moines et de moniales.

Dans certains pays d'Europe occidentale, on observe une baisse constante du nombre de paroissiens, une crise des vocations, tandis que monastères et églises ferment leurs portes. La rhétorique de nombreux hommes politiques et hommes d'état devient de plus en plus ouvertement antichrétienne : les appels à évincer la religion de la sphère publique et au rejet des normes morales fondamentales communes à toutes les principales traditions religieuses se multiplient.

Le combat opposant vision religieuse du monde et idéologie sécullariste ne se cantonne plus aux auditoires académiques, ni aux pages des journaux. L'enjeu du conflit ne se limite nullement à la question de la foi ou de l'absence de foi en Dieu. Aujourd'hui, l'opposition est engagée sur un tout autre terrain et touche aux aspects fondamentaux de la vie quotidienne.

Le sécularisme militant ne se contente pas de s'attaquer aux sanctuaires et aux symboles religieux, exigeant leur retrait de l'espace public. L'une de ses principales orientations consiste aujourd'hui à démolir volontairement les représentations traditionnelles du mariage et de la famille. En témoigne le phénomène nouveau de l'assimilation des unions homosexuelles au mariage, et de l'octroi aux couples homosexuels du droit à l'adoption. Du point de vue de la doctrine biblique et des valeurs morales chrétiennes traditionnelles, ces tendances témoignent d'une profonde crise spirituelle. La notion religieuse de péché est définitivement éliminée de sociétés se définissant naguère encore comme chrétiennes.

Le fait qu'il ne s'agisse pas seulement dans ce cas d'un choix idéologique et éthique est particulièrement alarmant. Sous prétexte de lutte contre la discrimination, des modifications sont apportées à la législation familiale. Ces dernières années, les unions homosexuelles ont été légalisées dans plusieurs états américains, dans plusieurs pays d'Amérique latine, en Nouvelle Zélande. Cette année, les unions homosexuelles ont acquis le statut de « mariage » légal en France, en Angleterre et au Pays de Galles.

Disons-le clairement : les pays reconnaissant légalement les unions homosexuelles comme une des formes du mariage font un sérieux pas en avant vers la déconstruction des notions même de mariage et de famille. Et ce dans un contexte où la famille traditionnelle traverse une crise gravissime dans de nombreux pays historiquement chrétiens : le nombre de divorces augmente, la natalité diminue de façon catastrophique, la culture éducative familiale se dégrade, sans parler de la généralisation des unions hors mariage, de l'augmentation du nombre d'avortements et de l'augmentation du nombre d'enfants déclarés orphelins alors que leurs parents sont bien vivants.

Au lieu de soutenir les valeurs familiales traditionnelles et d'encourager la natalité – pas seulement matériellement, mais spirituellement – on focalise l'attention de l'opinion publique sur la justification de la légalité des « familles homosexuelles » éduquant des enfants. En conséquence de quoi, il se produit une érosion et une substitution des rôles sociaux traditionnels. Les représentations sur les parents, sur le père et la mère, sur le principe masculin et le principe féminin sont radicalement transformées. La femme-mère perd son rôle de gardienne du foyer, l'homme père son rôle de maître, transmettant à ses enfants le sentiment de leur responsabilité sociale. La famille, dans sa conception chrétienne, se désagrège, elle est remplacée par les termes impersonnels de « parent numéro un » et « parent numéro deux ».

Tout ceci ne peut pas ne pas avoir les conséquences les plus néfastes sur l'éducation des enfants. Les enfants ayant grandi dans des familles à « deux papas » ou « deux mamans » auront forcément une opinion sur les valeurs sociales et éthiques différente de celle des enfants de leur âge ayant grandi dans des familles traditionnelles.

L'une des conséquences directes de la reconsidération radicale de la notion de mariage est une crise démographique extrêmement grave, qui ne fera qu'empirer si l'approche reste la même. Les hommes politiques poussant les pays du monde civilisé au précipice démographique, signent, en définitive, la condamnation à mort de leurs propres peuples.

Quelle doit être la réponse des Églises chrétiennes ? Je suis profondément convaincu que cette réponse ne peut différer de celle fondée sur la Révélation biblique, telle que nous l'a transmise la Bible. L'Écriture Sainte est la base commune qui unit toutes les confessions chrétiennes. Nous pouvons différer essentiellement sur l'interprétation des Saintes Écritures, mais nous n'avons qu'une Bible, et la doctrine morale y est énoncée sans équivoque. Certes, nous sommes partagés sur l'interprétation de certains textes bibliques autorisant plusieurs exégèses. Mais beaucoup de choses sont très claires dans la Bible, et c'est qui sort de la bouche même de Dieu et qui conserve son actualité durant tous les siècles. Un grand nombre de commandements moraux, parmi lesquels certains concernant l'éthique familiale relèvent de ces paroles divines.

Tout en se prononçant contre toute forme de discrimination, l'Église doit néanmoins défendre la conception chrétienne traditionnelle du mariage comme union d'un homme et d'une femme dont la principale mission est la naissance et l'éducation d'enfants. C'est cette conception du mariage que nous trouvons dès les premières pages de la Bible, dans le récit sur la première famille humaine. Nous retrouvons la même conception dans l'Évangile et les épîtres apostoliques. La Bible ne propose aucune forme alternative de mariage et déclare la cohabitation de personnes du même sexe un péché.

Malheureusement, les Églises chrétiennes ne trouvent pas toutes aujourd'hui le courage et la ténacité de défendre les idéaux bibliques en dépit de la mode, en dépit de l'idéologie laïque dominante. Certaines communautés chrétiennes se sont depuis longtemps engagées dans la voie de la révision de la doctrine morale, afin de l'adapter aux tendances actuelles.

Certains affirment que les divergences sur les questions théologiques et éthiques reflètent la division des chrétiens en conservateurs et libéraux. On ne saurait le nier, voyant à quelle allure se produit la libéralisation de l'éthique religieuse dans certains groupes chrétiens, généralement sous l'action de processus venant de la société laïque. Dans le même temps, le témoignage des Églises orthodoxes ne peut aucunement être réduit au seul conservatisme. La foi de l'Église antique que nous, orthodoxes, professons, est totalement impossible à définir du point de vue du conservatisme ou du libéralisme. Nous professons la Vérité du Christ, qui est intangible, car *Jésus Christ est le même hier et aujourd'hui et dans tous les siècles* (Heb 3, 8).

Il ne s'agit pas de conservatisme, mais de fidélité à la Révélation divine contenue dans l'Écriture Sainte. Et si les chrétiens dits libéraux rejettent la conception traditionnelle des normes morales, cela signifie que nous sommes confrontés à un problème extrêmement sérieux dans notre témoignage chrétien commun. Pouvons-nous témoigner si nous sommes si profondément divisés sur les questions de la doctrine morale, aussi importante que la dogmatique pour le salut?

A ce sujet, j'aimerais parler de la vocation prophétique de l'Église. Une parole du protopresbytre Alexandre Schmeman que revient : il disait que le prophète n'est nullement celui qui prédit l'avenir. Rappelant le sens profond de la prophétie, Schmeman écrivait : « Le sens de la prophétie est dans le don de la proclamation au monde de la volonté divine, cachée à l'œil humain dans les évènements de la vie courante et de l'histoire, mais révélée à l'œil spirituel du prophète » (*Le symbole de foi*, 18).

Nous parlons souvent de la voix prophétique des églises, mais notre voix se distingue-t-elle vraiment de la voix et de la rhétorique des médias laïcs et des organisations non gouvernementales ? L'un des principaux objectifs du CŒE n'est-il pas justement de distinguer la volonté divine dans la situation historique contemporaine et de la proclamer au monde ? Cette annonce serait sûrement malvenue pour les grands de ce monde. Cependant, en refusant de la proclamer, nous trahissons notre vocation et, en

définitive, le Christ lui-même.

Dans la situation actuelle, alors que dans beaucoup de pays et de régions du monde se poursuivent des processus de renaissance religieuse, tandis qu'en même temps le sécularisme agressif et l'athéisme idéologique relèvent la tête, le Conseil œcuménique des églises doit faire entendre sa propre voix, accessible aux sociétés contemporaines en même temps qu'annonçant les vérités intangibles de la foi chrétienne. Aujourd'hui, comme toujours, nous sommes appelés à être les proclamateurs de la Parole divine, cette Parole qui est *vivante et agissante et plus coupante qu'une épée à double tranchant* (Heb 4, 12) ; cette Parole qui ne peut être enchaînée (II Tim 2, 9). Seulement alors nous pourrons attirer au Christ de nouvelles âmes, malgré l'opposition *des puissances des ténèbres qui dominent ce monde* (Eph 6, 12).

Je parlerai maintenant du second défi global pour l'ensemble du monde chrétien, le défi du radicalisme d'origine religieuse, plus particulièrement de l'islamisme radical. J'emploie ce terme en ayant clairement conscience que l'islamisme n'est nullement identique à l'islam, qu'il s'y oppose même sur de nombreux points. L'islam est une religion pacifique, capable de coexister avec d'autres traditions religieuses, comme le montre, par exemple, l'expérience multiséculaire de coexistence pacifique des chrétiens et des musulmans en Russie. L'islamisme radical, lui, également appelé wahhabisme ou salafisme, est un courant à l'intérieur du monde islamique dont l'objectif est de créer un califat islamique mondial, dans lequel il n'y a pas de place pour les chrétiens.

Je ne m'étendrai pas sur les causes de l'apparition et de l'extension rapide de ce phénomène. Je me contenterai de dire que ces dernières années les persécutions contre les chrétiens ont pris une ampleur colossale. Suivant les données d'organisations de défense des droits de l'homme, toutes les cinq minutes un chrétien meurt pour sa foi et plus de 100 000 chrétiens périssent tous les ans de mort violente ! Suivant des chiffres publiés, aujourd'hui dans le monde, pas moins de 100 millions de chrétiens sont victimes de discrimination et de persécutions. Des renseignements sur les pressions exercées contre les chrétiens nous parviennent d'Irak, de Syrie, d'Égypte, du Soudan, d'Afghanistan, du Pakistan et de nombreux autres pays. On assassine nos frères et sœurs, on les exile, on les sépare de leurs parents et de leurs proches, on les prive du droit de confesser leur foi et d'élever leurs enfants suivant leurs convictions religieuses. Les chrétiens sont la communauté religieuse la plus persécutée de la planète.

Malheureusement, les manifestations de discrimination contre la minorité chrétienne ne peuvent plus être interprétées comme de simples incidents : dans certaines régions du monde, elles forment nettement une tendance. L'une des conséquences du conflit en cours en Syrie est la multiplication des meurtres cruels de chrétiens, la destruction d'églises et de sanctuaires. Les coptes, population égyptienne de souche, sont aujourd'hui soumis aux attentats et aux pogroms, beaucoup sont forcés de

quitter leur pays. La communauté internationale ne prend pas les mesures qui pourraient, au moins en partie, redresser la situation.

Le radicalisme sur fond religieux ne progresse pas seulement dans les pays dont la population est principalement musulmane. Il est nécessaire de se pencher aussi sur la situation en Asie, où se déroule la présente Assemblée. Dans cette région, les communautés chrétiennes, depuis plus de 300 ans, ont constamment grandi et se sont constamment développées grâce aux efforts des missionnaires. Suivant les experts, ces dix dernières années, le niveau de discrimination des chrétiens dans la région a été multiplié plusieurs fois. La situation est particulièrement défavorable en Inde, où les violences contre les chrétiens, principalement de la part de radicaux hindouistes, augmentent à un rythme accéléré. La situation des communautés chrétiennes d'Indonésie suscite également de vives inquiétudes : ces deux dernières années, le niveau d'agressivité contre les chrétiens a significativement augmenté. Des cas de discrimination contre les chrétiens ont été relevés dans d'autres pays d'Asie.

Aujourd'hui, nous devons prendre conscience que l'une de nos tâches principales est la défense de nos frères et sœurs persécutés dans différentes régions du monde. Cette tâche exige une solution immédiate justifiant le recours à tous les moyens et à tous les instruments possibles : diplomatiques, humanitaires, économiques, etc. Le thème des persécutions contre les chrétiens doit être envisagé dans le contexte de la collaboration interchrétienne. Nous ne pourrons aider nos frères et sœurs en Christ souffrant que par d'énergiques efforts conjoints.

L'Église catholique romaine fait beaucoup dans ce domaine. Il existe des organisations chrétiennes qui se sont chargées du monitoring de la situation et collectent de l'aide humanitaire pour les chrétiens en détresse. Notre Église participe à ce travail. Je pense que des conférences communes, un échange d'informations et d'expériences entre les organisations chrétiennes de défense des droits de l'homme occupées à ce problème seraient utiles.

Les droits des chrétiens se peuvent être assurés que si nous encourageons le dialogue entre communautés religieuses, tant au niveau national qu'au niveau international. C'est pourquoi le dialogue interreligieux devient une orientation primordiale du CŒE. Je suis convaincu que nous devons prêter encore plus d'attention au développement d'une coopération profonde et intéressée avec les religions traditionnelles, en particulier avec l'islam.

Le Conseil œcuménique des églises s'efforce déjà d'attirer l'attention sur le problème de la persécution des chrétiens. On pourrait citer l'exemple de la consultation entre chrétiens et musulmans organisée par le CŒE au Liban en janvier 2012 sur le thème « La présence chrétienne et le témoignage dans le monde arabe », ainsi que la conférence qui s'y est également déroulée cette année en mai sur les persécutions des chrétiens, à laquelle a participé le secrétaire général du CŒE. J'aimerais aussi

souligner le travail effectué par le Conseil dans le but de faire baisser le niveau des tensions en Syrie, de prévenir l'escalade de la violence, d'empêcher une intervention militaire extérieure.

S'adressant aux confesseurs du christianisme, l'apôtre Pierre dit : *Puisque vous communiez aux souffrances du Christ, réjouissez-vous, afin d'être dans la joie et l'allégresse quand sa gloire se révèlera* (I P 4, 13). Nous souvenant de ces paroles, nous souhaitons dans la prière que le Seigneur de toutes miséricordes donnent aux affligés et aux persécutés la joie et la consolation, pour que, sentant l'aide et la compassion de leurs frères et sœurs géographiquement éloignés, mais proches dans la foi, ils trouvent en eux la force, avec l'aide de Dieu, de continuer à suivre le chemin de la fermeté dans la foi.

Achevant mon allocution, j'aimerais remercier de tout cœur les communautés chrétiennes de Corée du Sud pour leur hospitalité et l'excellente organisation d'un forum aussi important que l'Assemblée générale du Conseil œcuménique des églises. L'Église orthodoxe russe soutient le peuple coréen dans son aspiration à retrouver l'unité, elle appuie par la prière et par les actes le processus visant à surmonter les tensions entre les deux états de la presqu'île coréenne.

A nous tous, participants de l'Assemblée, j'aimerais souhaiter que Dieu nous aide dans nos travaux communs et dans les charges que porte chacun d'entre nous dans son église et sa communauté. Que notre témoignage devienne cette parole de vérité, dont le monde a tant besoin aujourd'hui.

Source: https://mospat.ru/fr/news/52086/